

Plus que jamais au centre

Plus que jamais, l'Allemagne est au centre. Elle l'est d'abord à travers sa nouvelle coalition, présentée mercredi, qui associe deux partis de centre-gauche (SPD et Verts) avec un de droite (FDP), sous l'autorité d'Olaf Scholz, un social-démocrate très modéré.

Elle l'est aussi par les préoccupations exprimées dans les 178 pages de l'accord entre les trois partis, qui tournent pour

l'essentiel autour de la transition écologique et numérique, l'enjeu central des années à venir. Elle l'est encore au niveau européen. L'Allemagne est bien sûr au centre géographique du continent, mais elle entend le rester politiquement. Le mot Europe figure pas moins de 260 fois dans l'accord de coalition, plus même que le mot Allemagne (253). Cette position de leadership depuis le centre est

assumée par la coalition : « Notre gouvernement définit les intérêts allemands à la lumière des intérêts européens. » Et pas l'inverse, en tout cas sur le papier. La nouvelle équipe au pouvoir à Berlin sera au centre de toutes les attentions au sein de l'UE, comme dans les grandes capitales mondiales.

Centrale, l'Allemagne l'est enfin dans les préoccupations françaises. Certes,

Emmanuel Macron compte attirer la lumière sur lui à l'occasion de la présidence française de l'UE, au premier semestre 2022, mais il sait d'expérience que, sans Berlin, rien n'est possible. Faute de relais outre-Rhin, son discours de la Sorbonne était tombé à plat en 2017, et c'est l'accord d'Angela Merkel en mai 2020 qui a permis l'adoption du plan de relance fondé sur une dette commune.

Alors que l'Allemagne se dote d'un nouveau gouvernement, France et Italie signent vendredi, le traité du Quirinal, qui liera plus étroitement les deux pays. Mais à l'Elysée, on veille à ne pas froisser Berlin : « En Europe, nous n'avons jamais joué le triangle de la jalousie. » Vu de Paris, l'Allemagne reste bien au centre.

Jean-Dominique Merchet
@jdmerchet

Point par point, l'Opinion décrypte les 178 pages du contrat de coalition conclu mercredi par le SPD, les Libéraux et les Verts. Un élément clé de la future relation franco-allemande après Merkel



Ce que va faire la coalition à la tête de l'Allemagne

Locomotive européenne

Le chef de file du Parti social-démocrate (SPD) allemand, Olaf Scholz, a déclaré mercredi qu'un accord avait été trouvé avec les Verts et les libéraux démocrates du FDP pour former un nouveau gouvernement de coalition qui tournera la page de l'ère de la chancelière Angela Merkel, en fonction depuis 2005. Selon l'accord de coalition, épais de 178 pages et conclu après deux mois de tractations, les trois partis politiques comptent moderniser la première économie du continent en augmentant les investissements publics dans les technologies vertes et le numérique tout en revenant à des limites strictes en matière de dette publique à compter de 2023.

Luc André (à Berlin)

Page 2

Hulot « quitte définitivement la vie publique »

Anticipation

NICOLAS HULOT a décidé de prendre les devants, anticipant le « lynchage » dont il s'apprête, selon lui, à faire l'objet.

A la veille de la diffusion d'un numéro de l'émission « Envoyé spécial » sur France 2, dans lequel plusieurs femmes l'accusent d'agressions sexuelles, l'ancien ministre de la Transition écologique sous Edouard Philippe a annoncé sur BFMTV, mercredi 24 novembre, son retrait définitif de la vie publique.

« Je quitte définitivement la vie publique. Je ne m'exprimerai plus. Je ne souhaite à personne de vivre le cauchemar dans lequel je vis », a-t-il

déclaré, se disant « écoeuré ». Nicolas Hulot a en outre affirmé ne pas connaître l'identité des femmes portant ces accusations.

Le reportage diffusé par « Envoyé spécial » fait écho à la publication d'un article du magazine *L'Espresso*, publié il y a près de quatre ans, qui dévoilait à l'époque la plainte déposée en 2008 par une jeune femme pour un « fait de viol » supposé, remontant à 1997. Depuis cette affaire, Nicolas Hulot a affirmé subir « le poison de ce qu'il appelle la rumeur, les insinuations et parfois au grand jour, les accusations ».

« Le doute était là, et ce poison du soupçon faisait son œuvre, mais avec une certaine naïveté, du haut de

ma conscience, je pensais que rien ne pouvait m'arriver », a poursuivi l'ancien ministre.

La situation serait toutefois différente aujourd'hui, selon lui. « Dans le monde dans lequel on vit, être innocent ne permet plus de dormir tranquille », a-t-il estimé, avant de réfuter les accusations à son encontre : « Je veux le dire sans formule, sans élément de langage : ni de près ou de loin, je n'ai commis ces actes. Ces affirmations sont purement mensongères. »

Nicolas Hulot a également annoncé qu'il quittera la présidence de sa fondation, qu'il a lui-même fondé en 1990.

l'Opinion

Hidalgo contre la dissuasion nucléaire ?



En mai 2019, la ville de Paris a signé l'appel de l'association Ican soutenant le Traité d'interdiction des armes nucléaires au niveau mondial. Un engagement qui embarrasse la maire de la capitale et candidate à l'élection présidentielle, alors que son parti est favorable à la dissuasion nucléaire.

Page 3

Renaud Muselier et LR, fin de partie Page 3

Gentiloni rassurant sur la 5^e vague Page 7

BELOQUE : 3,20€

M.00118 - 1125 - F. - 2,80 €

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

DES PROFESSIONNELS SONT ENGAGÉS À VOS CÔTÉS

TOUS MOBILISÉS CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

#NeRienLaisserPasser

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site : [ArretonsLesViolences.gouv.fr](https://www.ArretonsLesViolences.gouv.fr)

ARRÊTONS LES VIOLENCES 3919

NUMÉROS D'URGENCE 17 114

Après le rejet de son soutien par le candidat Xavier Bertrand, le président de la région Paca quitte LR

Renaud Muselier et Les Républicains, fin de partie

Claquement de porte

L'hécatombe continue pour LR en Paca à la suite de l'alliance passée lors des régionales de juin par Renaud Muselier et la macronie. **Après Hubert Falco, le maire de Toulon, et Christian Estrosi, celui de Nice, c'est le président de la région lui-même qui a annoncé mercredi sur LCI rendre sa carte des Républicains.** Renaud Muselier accuse son ancien parti de ne pas régir face au discours qu'il juge d'extrême droite d'Eric Ciotti. « Bon vent chez En Marche et bon courage aux marcheurs ! Qui a trahi, trahira », a ironisé ce dernier.

Ludovic Vigogne

C'EST LE POINT FINAL d'un feuilleton qui a débuté au printemps dernier. Mercredi, sur LCI, Renaud Muselier a annoncé qu'il quitterait Les Républicains. « Je n'y suis pas bien. C'est la fin d'une belle histoire », a-t-il déploré. La veille, il a conclu qu'il n'y avait plus sa place. Xavier Bertrand a refusé son soutien lors du congrès, d'où sortira le 4 décembre, le champion de LR à l'Elysée.

Initialement, le président de Provence-Alpes-Côte d'Azur penchait plutôt pour Michel Barnier. Le 27 octobre, sur BFMTV, il confie hésiter entre le patron des Hauts-de-France et lui. Mais les prestations lors des débats tels de l'ex-commissaire européen le font changer d'avis. Le 16 novembre, sur France Info, Renaud Muselier indique que son choix se fera entre Xavier Bertrand et Philippe Juvin (qu'il trouve excellent). Ce mardi, il accorde une interview au *Parisien* pour annoncer sa préférence finale : ce sera l'Élu du Nord. Il estime qu'il « a l'expérience nécessaire ». Surtout, il ajoute : « Il respecte nos valeurs, contrairement à certains de nos cadres qui trahissent notre héritage. » Quelques lignes plus loin, il cite celui qu'il cible ainsi : Eric Ciotti. Il accuse le député des Alpes-Maritimes d'être « le faux nez de l'extrême droite ». « Il y a des arbres qui cachent la forêt. Eric Ciotti est le bousai qui cache la prairie des « LR ambigus », ironise-t-il.

Dès cette interview mise en ligne, tout s'enflamme. Eric Ciotti, dont la candidature a le vent en poupe, twitter : « Muselier petit télégraphiste de Macron apporte son soutien à Xavier Bertrand en m'attaquant et en attaquant le président LR des maires de France David Lisnard dans des termes orduriers et grossiers. Est-ce que Xavier Bertrand accepte ce soutien et valide de telles attaques ? » Dans *Le Parisien*, le patron de Paca appelle le maire de Cannes et nouveau numéro 1 de l'Association des maires de France à sortir d'une « ambiguïté calculée et déléter » en faisant connaître son choix

« Ils ont tous peur de Ciotti. Ils se couchent devant lui », se lamente Renaud Muselier auprès d'un proche

au second tour de la présidentielle en cas de duel Macron/Zemmour. Quelques minutes plus tard, Xavier Bertrand met les points sur les i : « Renaud Muselier a choisi de m'apporter son soutien, mais je ne peux en accepter les termes. Ses attaques contre Eric Ciotti et David Lisnard sont inacceptables. »

Humiliation. Lundi matin, Renaud Muselier l'avait appelé pour le prévenir de son expression en sa faveur. Le président des Hauts-de-France en avait été surpris ; il pensait qu'il ne prendrait pas position. Il l'avait remercié - il n'a alors pas connaissance du contenu de l'interview. Samedi, il vient à Marseille. Le président de Paca lui signale qu'il y sera. Pour lui, le rejet de son soutien est une première humiliation. Deux autres messages sur Twitter vont le mortifier un peu plus. Dans la bataille interne du congrès, chacun veut se marquer à la culotte. Valérie Pécresse et Michel Barnier réagissent.

« Une famille politique, ce sont des sensibilités diverses et un respect mutuel. Soutien plein et entier à Eric Ciotti et David Lisnard qui apportent à la droite une fidélité à leurs convictions et un même refus de l'extrême droite », assène d'abord la première. « Nous avons jusqu'à présent donné du débat présidentiel des Républicains une image d'unité et de respect. Les attaques contre mes amis Eric Ciotti et David Lisnard ne sont ni dignes ni à la hauteur de

la responsabilité collective de notre famille », regrette-t-il. « Ils ont tous peur de Ciotti. Ils se couchent devant lui », se lamente Renaud Muselier auprès d'un proche. Sa décision est vite prise : il va rendre sa carte de LR. Il l'officialisera le lendemain sur LCI. « La question est simple : quelle est notre porosité avec l'extrême droite ? La réponse n'est pas claire du tout », dira-t-il, accusant Eric Ciotti de « véhiculer les idées de Zemmour à l'intérieur de LR. Vers 22 heures 30, il envoie un SMS à Christian Jacob pour l'en informer. Le patron des Républicains en prend acte : « La situation était devenue inextricable ». Ils promettent néanmoins de se revoir bientôt : cela fait trente ans qu'ils sont amis.

Déjà leur complicité avait été mise à rude épreuve à deux reprises ces derniers mois. En mai, l'alliance passée par Renaud Muselier et la macronie pour les régionales en Paca avait mis LR sens dessus-dessous. Entre le président de Paca et Eric Ciotti, tout avait alors dégénéré. Le premier était épaulé par Christian Estrosi, grand ennemi du second. De longue date, le député des Alpes-Maritimes soupçonne le maire de Nice, comme le Marseillais d'être à la solde d'Emmanuel Macron. A la mi-novembre, Renaud Muselier avait flingué la candidature de David Lisnard pour l'AMF et soutenu son adversaire, Philippe Laurent, également encouragé par la majorité. Entre eux, ce règlement de compte était aussi une conséquence des régionales : il soupçonne le maire de Cannes d'avoir fait campagne contre lui...En Paca, entre Renaud Muselier et LR, plus rien n'était devenu possible. Pour beaucoup, son départ était inéluctable.

@L.Vigogne

Crise sanitaire : tour de vis après 24 h de conciliabules

L'ACADÉMIE FRANÇAISE est formelle. L'expression « reculer pour mieux sauter » signifie « éviter un inconvénient ou un danger au risque de s'exposer à un autre plus grave », mais aussi « sacrifier un petit avantage dans l'espoir d'en obtenir un plus grand ». C'est ce que le gouvernement devait avoir en tête lorsqu'il a pris la décision, mercredi, de décaler à ce jeudi les annonces anti-Covid qu'Olivier Véran doit présenter dans l'après-midi.

Le porte-parole Gabriel Attal a rappelé mercredi le « cap clair » qui guide l'exécutif dans ses choix pour « sauver les fêtes » de fin d'année : « Ne pas avoir à revenir à des mesures de jauge, de fermeture, de couvre-feu, ou de confinement. » Sans oublier de faire peser la contrainte sur les six millions de Français non-vaccinés plutôt que sur ceux qui ont joué le jeu de la piqûre.

Le plan que devrait annoncer cet après-midi Olivier Véran repose sur d'une part sur le « renforcement » du port du masque

Selon nos informations, le ministre va annoncer la généralisation de la troisième dose à l'ensemble de la population adulte

et des contrôles dans les établissements soumis à l'utilisation du pass sanitaire, d'autre part sur l'« accélération » de la campagne de rappel vaccinal. « Nous avons de l'avance (sur les autres pays européens, ndr) grâce au pass sanitaire, aux efforts de Français, à leur civisme et à notre couverture vaccinale, mais nous ne pouvons pas nous reposer sur cette avance », a précisé Gabriel Attal, jugeant la situation sanitaire « très nettement dégradée ».

En reculant de 24 heures l'annonce du couperet, le gouvernement s'est officiellement laissé le temps de concerter les prési-

dents de groupes parlementaires et les élus locaux. Mais le renvoi de la balle sanitaire au ministère de la Santé laisse entrevoir le retour des grandes manœuvres. Même si la vaccination maintient l'épidémie aux portes de l'hôpital (seul un lit sur trois est occupé par un patient Covid), la violence de l'épidémie chez nos voisins européens réclame des mesures significatives.

Grandes manœuvres. Olivier Véran devrait en tout premier lieu redéfinir le curseur du rappel vaccinal, actuellement ouvert aux plus de 65 ans, aux personnes à risque et aux soignants puis aux plus de 50 ans à partir du 1^{er} décembre. « Selon nos informations, le ministre va annoncer la généralisation de la troisième dose à l'ensemble de la population adulte. Il devrait en toute logique confirmer son intégration progressive dans le pass sanitaire ». Le délai entre la deuxième et la troisième piqûre sera également réduit de six à cinq mois. Et, d'après BFMTV, la validité des tests PCR passerait en outre de 72 heures à 24 heures et le port du masque serait obligatoire dans tous les établissements recevant du public, ainsi qu'à l'extérieur dans les situations de grosse affluence.

La consultation des élus locaux en amont de la conférence de presse laisse également à penser que des mesures territoriales ne sont pas exclues. Mercredi, 34 départements enregistreraient un taux d'incidence de plus de 200 nouveaux cas (sur sept jours pour 100 000 habitants). Par le passé, le gouvernement s'est appuyé sur un seuil d'alerte à 250 cas pour enclencher ses décisions les plus contraignantes.

Enfin, la piste d'un confinement personnalisé pour les personnes non-vaccinées semble écartée. Lors de la deuxième vague, le conseil scientifique, partant du principe que la crise allait s'inscrire dans la durée, avait proposé d'isoler chez elles les personnes âgées volontaires et non-vaccinées. Un appel à la responsabilité individuelle qui s'était soldé par un tollé généralisé.

Anne Bayle-Iguez
@anne_bayle

La ville de Paris est signataire d'un appel dans ce sens. Mais qu'en est-il de la candidate à l'Elysée ?

Hidalgo veut-elle renoncer à la dissuasion nucléaire ?

Défense

En mai 2019, la ville de Paris a signé l'appel de l'association Ican soutenant le Traité d'interdiction des armes nucléaires au niveau mondial. Une décision prise sans beaucoup de publicité et de concertation, mais qui embarrassait désormais la candidate à l'élection présidentielle, alors que son parti est favorable à la dissuasion nucléaire.

Jean-Dominique Merchet

C'EST UNE AFFAIRE EMBARRASSANTE pour Anne Hidalgo, la candidate socialiste à l'élection présidentielle. Le 17 mai 2019, la ville de Paris, dont elle est maire, a signé l'Appel des villes de l'association de l'International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (Ican), lauréate du prix Nobel de la paix en 2017. « Nous soutenons le traité sur l'interdiction des armes nucléaires et appelons notre gouvernement à y adhérer », affirme ce texte. Paris a ainsi rejoint de nombreuses autres villes mondiales, comme Los Angeles, Washington, Berlin, Sydney, Helsinki, Edimbourg, Genève, Barcelone, Amsterdam ou Toronto. En France, on compte une cinquantaine de communes signataires, souvent communistes, mais aussi Lyon, Grenoble ou Besançon.

Et donc, Paris. C'est là que ça se complique, car la maire est aujourd'hui candidate à la présidence de la République. Et, à ce titre, elle se doit d'être au clair sur les questions de défense. Ce qu'Anne Hidalgo soutient comme maire vaut-il pour la candidate ? Est-elle prête à renoncer à la dissuasion nucléaire ? Traditionnellement, le Parti socialiste est pro-nucléaire, civil et mili-



SIPA PRESS

Anne Hidalgo, la maire de Paris et candidate PS à l'Elysée.

taire. Or, la campagne internationale en faveur du Traité d'interdiction des armes nucléaires (Tian) percutée de plein fouet la politique extérieure et de défense de la France, comme celle de tous les Etats dotés de l'arme nucléaire.

Adopté en 2017 par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2017, le Tian est entré en vigueur en janvier 2021, après avoir été ratifié par 56 Etats. Sa portée reste symbolique, car aucune des neuf puissances nucléaires ne le reconnaît. Toutefois, le mouvement d'opinion embarrassé les gouvernements concernés, qui souhaiteraient s'en tenir au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) de 1968, beaucoup moins engageant pour eux.

Comment Anne Hidalgo s'est-elle retrouvée dans cette situation ? Selon nos informations, l'affaire s'est jouée au printemps 2019 et la maire ne semble pas y avoir prêté une grande attention... L'association Ican France, qui milite en faveur du Tian, a pris contact avec la mairie de Paris, via la conseillère diplomatique Patriziana Sparacino-Thiellay. Après quelques semaines de discussions, c'est le premier adjoint Emmanuel Grégoire qui a décidé de signer cet appel. « Cela s'est fait en petit comité, un peu rapidement » confie un proche du dossier. « C'est une connerie », tranche un autre, qui évoque une proximité avec le Japon (Hiroshima et Nagasaki, deux villes signataires) en vue de la préparation des Jeux olympiques.

« **Monde idéal.** Cette signature n'a pas fait l'objet d'une délibération et d'un vote du Conseil de Paris. L'adhésion de Paris à l'Appel des villes a été rendue public par Ican France, alors que la maire reste d'une très grande discrétion. Car le sujet divise la majorité municipale, avec des écologistes (EELV) et des communistes favorables au Traité d'interdiction des armes nucléaires, contrairement au PS et à l'opposition de droite. L'Ironie de l'histoire est que la ville de Paris est également « marraine » du Charles de Gaulle depuis 2001. C'était un souhait du maire PS Bertrand Delanoë. Or, non seulement, le porte-avions est à propulsion nucléaire, mais il peut mettre en œuvre l'arme nucléaire aéroportée.

La candidate Anne Hidalgo ne s'est pas encore exprimée sur les questions de défense. Dans son entourage, on assure toutefois qu'elle est « attachée à la dissuasion nucléaire, qui contribue au rôle de la France comme faiseur de paix » : « Dans un monde idéal, on pourrait se passer d'armes nucléaires, mais nous ne sommes pas dans un monde idéal. » Si, dans les prochaines semaines, la candidate du PS sort de l'ambiguïté sur cette question, elle devra veiller à ce que cela soit aussi le cas de son entourage. Le 25 juin dernier, le maire de Villeurbanne, Cédric Van Styvendael, a en effet signé l'appel d'Ican France alors qu'il est l'un des porte-parole de la candidate.

Peu débattue en France, la question du Tian l'est beaucoup plus dans les pays européens voisins. Trois Etats membres de l'Union européenne l'ont ratifié : l'Autriche, l'Irlande et Malte. C'est également le cas du Saint-Siège, avec un engagement personnel du pape François. Aucun membre de l'Otan ne s'y est rallié, les Américains – comme les Britanniques et les Français – ayant clairement fait comprendre aux autres membres qu'il n'en était pas question.

Le sujet a été débattu au sein de la nouvelle coalition allemande où des écologistes et une partie du SPD social-démocrate sont hostiles à l'armement nucléaire. L'Allemagne ne signera pas le Tian, mais elle s'y associera comme observatrice et devrait donc participer, à ce titre, à la première conférence des Etats signataires, qui se tiendra à Vienne (Autriche) en mars prochain. La Norvège, membre de l'Otan, a annoncé sa présence comme observatrice, comme trois pays neutres, la Suède, la Finlande et la Suisse.

@jdomerchet